

A moins que nous ne puissions, en tant que nation, nous consacrer à traduire dans la réalité et dans le monde entier le bien-être économique que nous jugeons essentiel à l'intérieur de notre frontière, notre propre prospérité restera vulnérable. A moins que nous ne reconnaissons le principe de la répartition nouvelle des richesses qui est à la base des valeurs sociales au Canada, notre propre progrès social et culturel pourra être en danger. A moins que nous ne placions à la disposition des pays sous-développés une partie des richesses humaines et matérielles que nous possédons, notre propre prospérité ne saurait être assurée.

J'ai la conviction, renforcée par des années d'expérience dans le domaine des affaires étrangères, que l'aide constitue l'un des instruments les meilleurs et les plus positifs que nous ayons en mains pour la conquête de la paix et de la stabilité internationales. Notre intérêt nous commande d'accroître notre aide le plus possible et d'en améliorer la qualité dans la plus grande mesure.

Quand nous augmentons le volume et la qualité de notre aide, qui se présente d'ordinaire sous la forme de biens et de services canadiens, nous augmentons par le fait même notre apport au développement agricole, industriel et technologique du Canada. C'est là chose toute naturelle, car l'aide est un effort collectif et son succès dépend de la possibilité de trouver dans les pays développés une main-d'oeuvre hautement qualifiée et un potentiel industriel très au point.

Cependant l'effet immédiat que l'aide peut avoir sur notre bien-être économique n'est qu'un à-côté de la question, même s'il a son importance. A titre de ministre chargé de l'aide extérieure, je suis fier, et à ce sujet je reçois tous les jours de nombreux témoignages oraux et écrits, de ce que les motifs humanitaires et le sens inné de la justice sociale sont à la base de l'appui que les Canadiens de toutes les classes de la société accordent à notre effort national dans le domaine de l'aide.

Vu que le développement international s'impose avec tant d'urgence et qu'un échec dans ce domaine entraînerait des conséquences si désastreuses pour nous tous, il est dommage que les pays développés aient ralenti au cours des dernières années leur aide collective.

Les pays développés, y compris le Canada, ne doivent pas se relâcher, mais bien canaliser leurs énergies vers la mobilisation d'une plus grande somme de ressources et la mise en oeuvre de leurs efforts pour aider les pays en voie de développement.

Le Canada s'est efforcé de donner l'exemple dans ce domaine. Au cours des dernières années, le programme d'aide du Canada a connu une grande expansion. Il s'établit maintenant à plus de 300 millions de dollars annuellement. Le gouvernement se propose, compte tenu des conditions d'ordre économique, de continuer l'expansion de son programme d'aide, si bien qu'en 1970-1971, il équivaudra à 1 p. 100 du produit national brut. Nous nous encourageons à la pensée que les circonstances semblent de meilleur augure et qu'elles favorisent davantage l'utilisation